

**ASSEZ !
OU :
LE BLASPHEME EST UN DROIT ET DOIT LE RESTER...**

Par Claude MONIQUET, président de l'ESISC

Il y a deux semaines, la référence faite par le pape Benoît XVI à une obscure controverse vieille d'une dizaine de siècles déclenchait la colère d'une certaine « rue musulmane » : « *Montre-moi ce que Mahomet a apporté de nouveau et tu ne trouveras que des choses diaboliques et inhumaines, comme son ordre de diffuser par l'épée la foi qu'il prêchait* », disait l'empereur byzantin Martin II Paléologue (mort le... 22 juillet 1425, ce n'est pas nouveau) à un érudit persan. Pour avoir cité ces paroles sans se les approprier, le pape provoquait la tempête. **Quelques églises brûlaient au Moyen-Orient, une religieuse – ayant dévoué sa vie à soigner les enfants – était abattue en Somalie, et en Indonésie, des foules fanatisées, la bave aux lèvres et précédées d'enfants rendus imbéciles par quelque *madrassa*, brandissant des armes factices en piétinant des portraits du Saint Père, tentaient de prouver que l'islam était une religion pacifique.**

Il y a quelques jours, c'est en Allemagne que, par souci du politiquement correct, le prestigieux **Deutsche Oper – l'Opéra de Berlin – déprogrammait *Idomeneo*, un opéra écrit par Mozart en 1781 et jugé offensant pour l'islam parce que le roi de Crète, Idoménée, y brandit la tête décapitée de Mahomet.**

Depuis avant-hier, c'est un professeur de philosophie du sud de la France, **Robert Redeker, qui doit vivre sous protection de la police pour avoir écrit dans *Le Figaro* un texte dans lequel il qualifiait le prophète Mahomet de « chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juifs et polygame ».**

Nous ne rappellerons que pour mémoire que Mme Aayan Hirshi Ali, réfugiée politique et élue du peuple, a dû quitter les Pays-Bas et se réfugier aux Etats-Unis parce que sa vie était menacée dans son pays d'adoption et que les autorités l'avaient courageusement lâchée. Ces mêmes Pays-Bas où le cinéaste Théo Van Gogh était égorgé sur un trottoir d'Amsterdam en novembre 2004 pour avoir réalisé un court-métrage offensant pour l'islam.

On me permettra de rappeler que j'ai moi-même été agressé à la sortie d'un studio de télévision belge, en septembre 2004, par un illuminé qui estimait que, dans une émission consacrée au troisième anniversaire du 11 septembre, j'avais « insulté l'islam ». Il en résultait une commotion cérébrale et trois semaines d'incapacité de travail. Mais moi, au moins, contrairement au malheureux Van Gogh, je suis vivant.

Assez vivant en tout cas pour dire et répéter que cela suffit ! Il ne se passe plus de semaine et presque plus de jour sans que s'affirme cette insupportable réalité : l'islam, par la terreur répandue par quelques-uns – et malheureusement par le silence de beaucoup d'autres - s'arroge une position inouïe qui le placerait au-dessus de toute critique et même de tout commentaire.

C'est assez ! L'islam n'est au-dessus d'aucune religion ou croyance. Nous avons acquis en Europe les droits à la liberté de culte – **c'est-à-dire à la liberté d'avoir une religion ou de ne point en avoir ou encore même d'en changer aussi souvent que nous le souhaitons, n'en déplaise aux tenants d'un islam**

rigoureux qui condamne à mort l'apostasie. Nos ancêtres se sont battus pour la liberté d'expression et nous l'avons obtenue. Nous nous sommes battus pour la laïcité ou à tout le moins pour la neutralité de l'Etat et nous en bénéficions. Ces libertés impliquent le droit de critiquer toutes les croyances, idées et religions. Si je veux blasphémer je le puis : la loi et les usages m'y autorisent. **Si je souhaite dire ou écrire que Jésus est un imposteur, Iavhé un dieu cruel et Mahomet un prophète sanguinaire, c'est mon droit et nul ne peut me le retirer.**

Certains pourtant essaient de le faire. Face à eux, face à ceux qui monopolisent le droit de parler au nom de l'islam et en donnent une image hideuse et haïssable – celle des égorgements, des lapidations, des têtes et des membres arrachés des victimes d'attentats suicides ou de massacres de masse – image qui n'a rien à voir avec la vraie foi, la communauté musulmane reste trop souvent silencieuse. Certes, des voix s'élèvent, courageuses, comme celle de notre ami **Mezri Haddad** qui écrivait dans *Libération*, il y a quelques jours : « **Ceux qui crient aujourd'hui au complot, où étaient-ils lorsque tant d'atrocités étaient (et sont toujours) commises au nom du Coran ? Qu'est-ce qui est plus dommageable pour l'islam, le fait de citer sans y souscrire un manuscrit du XIVe siècle, ou le fait de tuer indistinctement hommes, femmes et enfants au nom d'une conception dévoyée du jihad ?** ».

Oui, où sont-ils ? Et où sont les laïcs européens qui devraient avoir le courage de défendre la liberté et la troquent aujourd'hui non contre un plat de lentilles mais contre le détestable politiquement correct ? Il est temps de se lever, tous ensemble, chrétiens, musulmans, juifs, athées et autres pour dire haut et fort : la liberté est notre règle en Europe. Elle est inscrite dans nos constitutions, nos lois et nos coutumes et nous ne voulons aucune autre loi. Que ceux qui s'en trouvent insatisfaits aillent vivre ailleurs. Ce ne sont malheureusement pas - de la Somalie à l'Arabie saoudite ou du Soudan à l'Iran - les Etat totalitaires où l'on tue et réprime au nom de Dieu qui manquent. Nous, nous réclamons simplement le respect de nos droits, y compris, s'il le faut, celui de blasphémer.

Le 1^{er} juillet 1766, en France, le Chevalier de La Barre était exécuté – poing coupé, langue arrachée avant la décapitation – pour un prétendu blasphème. Voltaire fut l'un de ses défenseurs. Aujourd'hui, les islamistes et ceux qui, par leur silence et leur lâcheté, leur pavent la route veulent nous renvoyer à ces horreurs. Ce bond en arrière de 240 ans, nous n'en voulons pas. Assez !